

Public Disclosure Authorized
Public Disclosure Authorized



MAZARS

FONDS INNOV INVEST

RAPPORT DE L'AUDITEUR EXTERNE

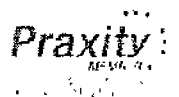
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2017

Mazars Audit et Conseil

101 Boulevard Abdelmoumen et rue Calavon 20 360 Casablanca

Tel : +212 522 42 34 23 – Fax : +212 522 42 34 00 – Mail : info@mazars.ma – www.mazars.ma

Sarl au capital de 6.441.500 DH - RC : 89453 - Patente : 3799 0198- IF: 1086314 - CNSS : 2733295 ICE : 001546303000074





**Monsieur le Directeur Général de la
Caisse Centrale de Garantie**
Bd. Ar Ryad – Hay Ryad
Rabat

Rapport d'audit du Fonds Innov Invest (F2I) au 31 décembre 2017

Nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints du Fonds Innov Invest (F2I), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2017. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 357 193 192 dont un déficit net de MAD – 469 470.

Responsabilité de la Direction

La Direction de la Caisse Centrale de Garantie est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états de synthèse du Fonds (F2I) conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.



Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

A notre avis, les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du Fonds Innov Invest (F2I) au 31 décembre 2017, ainsi que du résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 31 Mai 2018

Le Commissaire aux comptes



Pour Mazars Audit et Conseil
Abdou Souleye DIOP
Associé Gérant

BILAN AU 31/12/2017

FONDS INNOV INVEST

ACTIF	EN KDIHS	
	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0,00	0,00
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	40 142,36	49,77
. A vue	40 142,36	49,77
. A terme		
Créances sur la clientèle	0,00	0,00
. Crédits de trésorerie et à la consommation		
. Crédits à l'équipement		
. Crédits immobiliers		
. Autres crédits		
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	274 784,20	93 394,51
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	0,00	0,00
. Autres titres de créance		
. Titres de propriété	274 784,20	93 394,51
Autres actifs	7 710,61	5 906,02
Titres d'investissement	61 299,12	154 884,02
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	52 120,22	145 538,61
. Autres titres de créance	9 178,90	9 345,41
. Titres de propriété		
Titres de participation, Participations dans les entreprises liées et emplois assimilés	0,00	0,00
Créances subordonnées		
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles		
Immobilisations corporelles		
Total de l'Actif	383 936,29	254 234,32

TABLEAU n° 1

BILAN AU 31/12/2017

FONDS INNOV INVEST

	EN KDHS	
PASSIF	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0,00	0,00
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	0,00	0,00
. A vue		
. A terme		
Dépôts de la clientèle	0,00	0,00
. Comptes à vue créditeurs		
. Comptes d'épargne		
. Dépôts à terme		
. Autres comptes créditeurs		
Titres de créance émis	0,00	0,00
. Titres de créance négociables		
. Emprunts obligataires		
. Autres titres émis		
Autres passifs	3 222,94	265,73
Provisions pour risques et charges	5 520,15	5 420,81
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées		
Ecart de réévaluation		
Primes liées au capital et réserves		
Capital	375 215,57	248 100,69
moins capital non versé		
Report à nouveau (+/-)	447,10	0,00
Résultat net en instance d'affectation (+/-)	0,00	0,00
Résultat net de l'exercice (+/-)	-469,47	447,10
Total du Passif	383 936,29	254 234,32

Nom de l'établissement:FONDS INNOV INVEST

HORS BILAN
AU 31 DECEMBRE 2017

EN KDHS

HORS BILAN	31/12/2017	31/12/2016
<u>ENGAGEMENTS DONNES</u> 1.Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés 2.Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle 3.Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés 4.Engagements de garantie d'ordre de la clientèle 5.Titres achetés à réméré 6.Autres titres à livrer	NEANT	
<u>ENGAGEMENTS RECUS</u> 7.Engagements de financement recus d'établissements de crédit et assimilés 8.Engagements de garantie recus d'établissements de crédit et assimilés 9.Engagements de garantie recus de l'Etat et d'organismes de garantie divers 10.Titres vendus à réméré 11.Autres titres à recevoir		

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

FONDS INNOV INVEST

EN KDHIS

	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 818,23	944,26
Intérêts et produits assimilés des opérations avec les établissements de crédit	0,00	3,50
Intérêts et produits assimilés des opérations avec la clientèle	0,00	
Intérêts et produits assimilés des titres de créance	2 667,93	940,75
Produits des titres de propriété		
Produits des immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	150,31	0,00
Autres produits bancaires		
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	118,59	43,09
Intérêts et charges assimilées des opérations avec les établissements de crédit		
Intérêts et charges assimilées des opérations avec la clientèle		
Intérêts et charges assimilés des titres de créance émis		
Charges des immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	118,59	43,09
PRODUITS NET BANCAIRE	2 699,64	901,17
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE		
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	3 055,68	94,08
Charges de personnel		
Impôts et taxes		
Charges externes	3 027,98	94,08
Autres charges d'exploitation	27,70	
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECUPERABLES	99,34	117,86
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	0,00	0,00
Pertes sur créances irrécupérables		
Autres dotations aux provisions	99,34	117,86
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	0,00	0,00
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	0,00	0,00
Récupérations sur créances amorties		
Autres reprises de provisions		
RESULTAT COURANT	-455,38	689,23
PRODUITS NON COURANTS		
CHARGES NON COURANTES		
RESULTAT NON COURANT	0,00	0,00
RESULTAT AVANT IMPOTS SUR LES RESULTATS	-455,38	689,23
IMPOTS SUR LES RESULTATS	14,09	242,13
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-469,47	447,10

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

EN KDHS

	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	2 818,23	944,26
- Intérêts et charges assimilés		
Marge sur intérêts	2 818,23	944,26
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	0,00	0,00
+ Commissions perçues		
- Commissions servies	118,59	43,09
Marge sur commissions de prestations de service	-118,59	-43,09
± Résultat des opérations sur titres de transaction		
± Résultat des opérations sur titres de placement		
+ Résultat des opérations de change		
± Résultat des opérations sur produits dérivés		
Résultat des opérations de marché	0,00	0,00
+ Autres produits bancaires		
- Autres charges bancaires		
PRODUIT NET BANCAIRE	2 699,64	901,17
± Résultat des opérations sur immobilisations financières		
+ Autres produits divers d'exploitation		
- Autres charges diverses d'exploitation		
- Charges générales d'exploitation	3 055,68	94,08
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	-356,04	807,09
± Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	0,00	0,00
± Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-99,34	-117,86
RESULTAT COURANT	-455,38	689,23
RESULTAT NON COURANT		
- Impôts sur les résultats	14,09	242,13
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-469,47	447,10

TABLEAU n° 5

FONDS INNOV INVEST

ETAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

EN KDHS

	31/12/2017	31/12/2016
+ RESULTAT NET DE L'EXERCICE	469,47	447,10
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		
+ Dotations aux provisions pour risques et charges	0,00	0,00
+ Dotations aux provisions réglementées		
+ Dotations non courantes		
- Reprises de provisions		0,00
- Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
+ Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
- Plus-values de cession des immobilisations financières		
+ Moins-values de cession des immobilisations financières		
- Reprises de subventions d'investissement reçues		
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	-469,47	447,10
- Bénéfices distribués		
+ AUTOFINANCEMENT	-469,47	447,10

Nom de l'établissement: FONDS INNOV INVEST

AU 31/12/2017
DU 01 JANVIER 2017 AU 31 DECEMBRE 2017

EN KDHS

	31/12/2017	31/12/2016
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	4 753	487
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus		
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	90	6
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	28	
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	543	0
7.(-) Impôts sur les résultats versés	0	234
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	4 092	247
Variation des :		
8.(±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-40 093	-50
9.(±) Créances sur la clientèle		
10.(+) Titres de transaction et de placement	-90 890	-90 395
11.(±) Autres actifs	-57	0
12.(±) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13.(±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés		
14.(±) Dépôts de la clientèle		
15.(±) Titres de créance émis		
16.(±) Autres passifs	-167	
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	-131 207	-90 444
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	-127 115	-90 198

Nom de l'établissement: FONDS INNOV INVEST

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (suite)
DU 01 JANVIER 2017 AU 31 DECEMBRE 2017

en DH

	31/12/2017	31/12/2016
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières		
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières		
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus		
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	0	0
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	127 115	90 198
24.(+) Emission de dettes subordonnées	0	0
25.(+) Emission d'actions	0	0
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	0	0
27.(-) Intérêts versés	0	0
28.(-) Dividendes versés	0	0
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	127 115	90 198
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	0	0
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	0	0
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	0	0

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

AU 31/12/2017

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

"SELON LE PLAN COMPTABLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT"

ETAT DES DEROGATIONS
AU 31/12/2017

ETAT A 2

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

AU 31/12/2017

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATIONS DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation		
II. Changements affectant les règles de présentation		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

AU 31/12/2017

EN KDHS

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	0	40 142			40 142	50
VALEURS RECUES EN PENSION - au jour le jour - à terme						
PRETS DE TRESORERIE - au jour le jour - à terme						
PRETS FINANCIERS						
AUTRES CREANCES						
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE						
TOTAL	0	40 142	0	0	40 142	50

Commentaires:

CREANCES SUR LA CLIENTELE

AU 31/12/2017

EN KDHS

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE - Comptes à vue débiteurs - Créances commerciales sur le Maroc - Crédits à l'exportation - Autres crédits de trésorerie						
CREDITS A LA CONSOMMATION						
CREDITS A L'EQUIPEMENT						
CREDITS IMMOBILIERS						
AUTRES CREDITS						
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE		N	E	A	N	T
INTERETS COURUS A RECEVOIR						
CREANCES EN SOUFFRANCE - Créances pré-douteuses - Créances douteuses - Créances compromises						
TOTAL	0	0	0	0	0	0

Commentaires:

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT
AU 31/12/2017

EN KDHS

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics			Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
			financiers	non financiers		
TITRES COTES BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES OBLIGATIONS AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE						
TITRES NON COTES	0	61 299	0	0	61 299	154 884
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES		52 120			52 120	145 539
OBLIGATIONS		9 179			9 179	9 345
AUTRES TITRES DE CREANCE TITRES DE PROPRIETE						
TOTAL	0	61 299	0	0	61 299	154 884

Commentaires:

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

AU 31/12/2017

EN KDHS

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursem ent	Plus-values latentes	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
<u>TITRES DE TRANSACTION</u>						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE						
<u>TITRES DE PLACEMENT</u>	274 784	277 875	274 784	3 091	274 784	93 395
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES						
OBLIGATIONS						
AUTRES TITRES DE CREANCE						
TITRES DE PROPRIETE	274 784	277 875	274 784	3 091	274 784	93 395
<u>TITRES D'INVESTISSEMENT</u>	61 299				61 299	154 884
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	52 120				52 120	145 539
OBLIGATIONS	9 179				9 179	9 345
AUTRES TITRES DE CREANCE						

Commentaires:

DETAIL AUTRES ACTIFS

AU 31/12/2017

EN KDHS

AUTRES ACTIFS	31/12/2017	31/12/2016
SOMMES DUES PAR L'ETAT	7 226	5 422
SOMMES DIVERSES DUES PAR LE PERSONNEL	0	0
DIVERS AUTRES DEBITEURS	0	0
FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL	0	0
PRODUITS A RECEVOIR	0	0
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	484	484
AUTRES ACTIFS	7 711	5 906

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

AU 31/12/2017

EN KDHS

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Total 31/12/2016	Total 31/12/2017			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
<u>Participations dans les entreprises liées</u>									
<u>Autres titres de participation</u>									
TOTAL									

Commentaires:

CREANCES SUBORDONNEES

Au 31/12/2017

ETAT B 7

EN KDHS

Créances	MONTANT				Dont Entreprises liées et Apparentées	
	31/12/2017			31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
	Brut 1	Prov. 2	Net 3	Net 4	Net 5	Net 6
Créances subordonnées aux Etablissements de crédit et assimilés	N	E	A	N	T	
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						

IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

AU 31/12/2017

EN KDHS

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER										
- Crédit-bail mobilier en cours										
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL										

NEANT

Commentaires:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
DU 01/01/16 AU 31/12/2017

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retrats au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montants des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements au 31/12/2017	Cumule	
IMMOBILISATIONS EN NON VALUEES									
Frais préliminaires									
Charges à répartir sur plusieurs exercices									
Frais de reconnaissance des obligations									
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES									
Droits de brevets									
Immobilisations en recherche et développement									
Autres immobilisations incorporelles à exploitation									
Autres immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES									
Immobilisations à exploitation									
Terrains à exploitation									
Immobilier à exploitation									
Autres immobilisations corporelles à exploitation									
Autres immobilisations corporelles à exploitation - logements de fonction									
Mobilier et Matériel d'exploitation									
Mobilier et matériel de bureau d'exploitation									
Matériel Informatique & Telecom									
Matériel roulant rattaché à l'exploitation									
Autres matériels d'exploitation									
Matériel roulant en leasing									
Matériel roulant (leasing)									
Matériel roulant en cours (leasing)									
Agencements aménagements et installation technique									
Autres immobilisations corporelles d'exploitation									
Immobilisations corporelles hors exploitation									
Terrains hors exploitation									
Immeubles hors exploitation									
Mobilier & matériel hors exploitation									
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
TOTAL				NEANT					

ETAT B10

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

AU 31/12/2017

en milliers de DH

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS						
VALEURS DONNEES EN PENSION - au jour le jour - à terme						
EMPRUNTS DE TRESORERIE - au jour le jour - à terme						
EMPRUNTS FINANCIERS						
AUTRES DETTES						
INTERETS COURUS A PAYER						
TOTAL						

NEANT

Commentaires:

DEPOTS DE LA CLIENTELE

AU 31/12/2017

en milliers de DH

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS						
COMPTES D'EPARGNE						
DEPOTS A TERME						
AUTRES COMPTES CREDITEURS						
INTERETS COURUS A PAYER						
TOTAL						

NEANT

Commentaires:

TITRES DE CREANCE EMIS

Au 31/12/2017

ETAT B12

EN KDHS

NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES					MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur Nominale Unitaire	Taux Nominal	Mode de remboursement		Entreprises liées	Autres apparentés	
		N	E	A	N	T			
TOTAL						0			

DETAIL AUTRES PASSIFS

AU 31/12/2017

EN KDHS

AUTRES PASSIFS	31/12/2017	31/12/2016
SOMMES DUES A L'ETAT	0	121
SOMMES DUES AUX ORGANISMES DE PREVOYANCE		
SOMMES DIVERSES DUES AU PERSONNEL		
SOMMES DIVERSES DUES AUX ACTIONNAIRES ET ASSOCIES		
FOURNISSEURS DE BIENS ET SERVICES	3 074	5
DIVERS AUTRES CREDITEURS		
FOURNISSEURS CREDITEURS	0	0
CHARGES A PAYER & PRODUIT CONSTATES D'AVANCE	149	139
AUTRES COMPTE DE REGULARISATION		
AUTRES PASSIFS	3 223	266

PROVISIONS
DU 01/01/2015 AU 31/12/2017

EN KDHS

PROVISIONS	Encours 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2017
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit et assimilés					
Créances sur la clientèle	0	0	0	0	0
Titres de placement					0
Titres de participation et emplois assimilés					0
Immobilisations en crédit-bail et en location					0
Autres actifs					0
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	5 420,81	99,34	0,00	0,00	5 520,15
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	0	0,00	0,00	0,00	0
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux					
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	5 420,81	99,34	0,00	0,00	5 520
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	5 421	99	0	0	5 520

SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX
AU 31/12/2017

N E A N T

DETTES SUBORDONNEES

Au 31/12/2017

ETAT B16

EN KDHS

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt (1)	Cours	Taux	Durée	Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale	dont entreprises liées		dont autres apparentés	
							Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
					N	E	A	N	T	
TOTAL										

(1) Quote part de l'emprunt obligataire convertible en actions considérée comme dette subordonnée conformément à l'accord de Bank Al Maghrib

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

AU 31/12/2017

FONDS INNOV INVEST

EN KDHS

ENGAGEMENTS	31/12/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	0,00	0,00
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0,00	0,00
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	0,00	0,00
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	0,00	0,00
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	0,00	0,00
Garanties de crédits données	0,00	0,00
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données		
Engagements en souffrance	0	0
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	0	0
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0,00	0,00
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	0,00	0,00
Garanties de crédits	0,00	0,00
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0,00	0,00
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

ENGAGEMENTS SUR TITRES
Au 31/12/2017

ETAT B 19

EN KDHS

	MONTANT
Engagements donnés	N E A N T
Titres achetés à réméré	
Autres titres à livrer	
Engagements reçus	
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

AU 31/12/2017

en milliers de DH

	Opérations de		Autres opérations	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
<u>Opérations de change à terme</u>				
Devises à recevoir				
Dirhams à livrer				
Devises à livrer				
Dirhams à recevoir				
Dont swaps financiers de devises				
<u>Engagements sur produits dérivés</u>				
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change				
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				

NEANT

ETAT B21

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

AU 31/12/2017

en DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		NEANT	
TOTAL			

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus
Bons du Trésor et valeurs assimilées Autres titres Hypothèques Autres valeurs et sûretés réelles		NEANT	
TOTAL			

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

AU 31/12/2017

EN KDHS

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
<u>ACTIF</u>						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés						0
Créances sur la clientèle						0
Titres de créance			45 930	6 466	8 903	61 299
Créances subordonnées						0
Crédit-bail et assimilé						0
TOTAL	0	0	45 930	6 466	8 903	61 299
<u>PASSIF</u>						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés						
Dettes envers la clientèle						
Titres de créance émis						
Emprunts subordonnés						
TOTAL						

Commentaires:

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE
Au 31/12/2017

EN KDHS

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10% des fonds propres		
		crédits par décaissement	crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
N	E	A	N	T
			-	-

**VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF
ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE
Au 31/12/2017**

ETAT B 24

EN KDHS

BILAN	MONTANT
ACTIF:	
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	
Créances sur la clientèle	N
Titres de transaction et de placement et investissement	
Autres actifs	E
Titres de participation et emplois assimilés	
Créances subordonnées	A
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	N
	T
PASSIF:	
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	
Dépôts de la clientèle	
Titres de créance émis	
Autres passifs	
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN:	
Engagements donnés	
Engagements reçus	

MARGE D'INTERET
Au 31/12/2017

ETAT B 25

EN KDHS

Feuillelet 01

CAPITAUX MOYENS	Montant	Taux de rendement moyen	Coût moyen
Encours moyens des emplois Encours moyens des ressources		NEANT	

Feuillelet 02

INTERETS	Montant 31/12/2017	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2016	Variation due à l'évolution du taux	Variation due à l'évolution des volumes
Intérêts perçus	2 818		944		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur créances subordonnées					
Intérêts versés	0		0		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur dettes subordonnées					
Total Marge d'intérêts	2 818		944		

Feuillelet 03

COMMISSIONS	Montant 31/12/2017	Dont montant relatif aux exercices précédents
Commissions perçues sur engagements de financement donnés		
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés	NEANT	
Commissions versées sur engagements de financement reçus		
Commissions versées sur engagements de garantie reçus		

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

Au 31/12/2017

ETAT B26

EN KDHS

CATEGORIE DES TITRES	PRODUITS PERCUS
Titres de placement	150,31
Titres de participation	-
Participations dans les entreprises liées	-
Titres de l'activité de portefeuille	-
Emplois assimilés	-
TOTAL	150,31

COMMISSIONS

Au 31/12/2017

ETAT B27

EN KDHS

Commissions	31/12/2017	31/12/2016
COMMISSIONS PERCUES :	0	0
sur opérations avec les établissements de crédit		
sur opérations avec la clientèle		
sur opérations de change		
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
sur produits dérivés		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt		
sur moyens de paiement		
sur activités de conseil et d'assistance		
sur ventes de produits d'assurances		
sur autres prestations de service		
COMMISSIONS VERSEES	119	43
sur opérations avec les établissements de crédit		
sur opérations avec la clientèle		
sur opérations de change		
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
sur produits dérivés		
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	118	43
sur moyens de paiement		
sur activités de conseil et d'assistance		
sur ventes de produits d'assurances		
sur autres prestations de service	0	0

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

Au 31/12/2017

ETAT B 28

EN KDHS

PRODUITS ET CHARGES	Montant
PRODUITS	
Gains sur les titres de transaction	
Plus value de cession sur titres de placement	N
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	
Gains sur les produits dérivés	E
Gains sur les opérations de change	A
CHARGES	
Pertes sur les titres de transaction	N
Moins value de cession sur titres de placement	
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	T
Pertes sur les produits dérivés	
Pertes sur opérations de change	
RESULTAT	

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Au 31/12/2017

ETAT B29

Feuille 01

EN KDHS

CHARGES	31/12/17	31/12/16
CHARGES DE PERSONNEL	0	0
COMMENTAIRES		
Dont salaires et appointements	NEANT	
Dont charges de retraite		
Dont autres charges de personnel		

Feuille 02

CHARGES	31/12/17	31/12/16
IMPOTS ET TAXES	0	0
COMMENTAIRES		
Dont patente	NEANT	
Autres Impôts et Taxes		

Feuille 03

CHARGES	31/12/17	31/12/16
CHARGES EXTERNES	3 056	94
COMMENTAIRES		
Dont loyers de crédit-bail et de location		
Dont frais d'entretien et de réparation		
Dont rémunération d'intermédiaires et honoraires	3 028	94
Dont transports et déplacements		
Dont publicité et publication		
Dont autres charges externes	28	0

Feuille 04

CHARGES	31/12/17	31/12/16
AUTRES CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	NEANT	0
COMMENTAIRES		
Dont frais préliminaires	NEANT	
Dont diverses autres charges générales d'exploitation		

Feuille 05

CHARGES	31/12/17	31/12/16
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations Incorporelles et corporelles		
COMMENTAIRES		
Dont dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	NEANT	

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Au 31/12/2017

ETAT B30

Feuille 01

EN KDHS

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2017	31/12/2016
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	0	0
Autres produits bancaires	0	0
Autres charges bancaires	119	43
COMMENTAIRES		
Dont produits sur opérations de change		
Dont plus-values de cession sur BDT		
Dont colisation au fonds de garantie des dépôts		
Dont charges sur moyens de paiement		
Dont charges sur opérations de change		
Dont charges sur prestation de service	0	0

Feuille 02

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	31/12/2017	31/12/2016
Produits d'exploitation non bancaire		
Charges d'exploitation non bancaire		
COMMENTAIRES		
Produits		NEANT
- dont plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles		
- dont produits accessoires		
- dont autres produits d'exploitation non bancaire		
Charges		
- dont charges sur valeurs et emplois divers		
- dont moins-values de cession sur immobilisations incorporelles		

Feuille 03

AUTRES CHARGES	31/12/2017	31/12/2016
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	0	0
COMMENTAIRES		
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables		
Dotations aux provisions réglementées	99	118

Feuille 04

AUTRES PRODUITS	31/12/2017	31/12/2016
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	0	0
COMMENTAIRES		
dont reprise de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Récupérations sur créances amorties		
dont reprise de provisions pour autres risques et charges		
dont reprise de provisions réglementés		

Feuille 05

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	31/12/2017	31/12/2016
PRODUITS NON COURANTS		NEANT
CHARGES NON COURANTES		
COMMENTAIRES		

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU POLE D'ACTIVITE

Au 31/12/2017

Feuillet 01: Résultats par métier ou pôle d'activité

EN KDHS

	ACTIVITE I	ACTIVITE II XXXXXXXX	ACTIVITE III XXXXXXXX	ACTIVITE IV XXXXXXXX	TOTAL
Produit net bancaire	2 700				2 700
Résultat brut d'exploitation	- 356				- 356
Résultat avant impôt	- 455				- 455
COMMENTAIRES					

Feuillet 02: Résultats par zone géographique

	MAROC	ETRANGER	TOTAL
Produit net bancaire	2 700		2 700
Résultat brut d'exploitation	- 356		- 356
Résultat avant impôt	- 455		- 455
COMMENTAIRES			

TABLEAU n° 3

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

FONDS INNOV INVEST

EN KDHS

EXERCICE DU :01/01/2017 AU 31/12/2017

INTITULES	Montant	Montant
I. RESULTAT NET COMPTABLE		
. Bénéfice net	FAUX	
. Perte nette		469,47
II. REINTEGRATIONS FISCALES		
1. Courantes	113,43	
Impot sur les sociétés de l'exercice	14,09	
Dons courants non déductibles		
Dotation aux provisions non déductibles	99,34	
Charges se rapportant à l'exercice précédent	-	
Autres Charges non déductibles	-	
Divers	-	
2. Non courantes	27,70	
Charges non courantes		
Pénalités & amendes fiscales	27,70	
III. DEDUCTIONS FISCALES		
1. Courantes		0,00
Provisions ayant fait l'objet de reprises		-
Commissions perçues d'avance restituées		
Commissions perçues d'avance : Quote part constatée en produit déjà imposée.		
2. Non Courantes		0,00
-		
-		
Total	141,13	469,47
IV. RESULTAT BRUT FISCAL		Montants
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V. REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)	0,00	
. Exercice n - 4		
. Exercice n - 3		
. Exercice n - 2		
. Exercice n - 1		
VI. RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)	0,00	
ou déficit net fiscal (B)		328,34
VII. CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		Montants
VIII. CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0,00
. Exercice n - 4		
. Exercice n - 3		
. Exercice n - 2		
. Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

AU 31/12/2017

EN KDHS

I.DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	-455
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	113
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	0
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	-342
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	-103
. Résultat courant après impôts (=)	-353
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

TABLEAU n° 12

FONDS INNOV INVEST

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

DU 01/01/2017 AU 31/12/2017

EN KDHS

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	0,00	0,00	0,00	0,00
B. TVA à récupérer	0,83	610,88	99,42	512,28
. Sur charges	0,83	610,88	99,42	512,28
. Sur immobilisations				
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	-0,83	-610,88	-99,42	-512,28

ETAT C1

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

AU 31/12/2017

EN KDHS

Montant du capital:		375 216		
Montant du capital social souscrit et non appelé				
Valeur nominale des titres				
Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %
		Exercice précédent	Exercice actuel	
TRESOR PUBLIC		0	375 216	100,00%
Total		0	375216	

ETAT C2

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

AU 31/12/2017

EN KDHS

		en DH	
A- Origine des résultats affectés	Montants	B- Affectation des résultats	Montants
Report à nouveau		Réserve légale	
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	
Résultat net de l'exercice	447,10	Réserve extraordinaire	
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau	447,10
Autres prélèvements			
TOTAL A	447,10	TOTAL B	447,10

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

AU 31/12/2017

EN KDHS

	Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2015
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	375 193	248 547,78	0,00
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	2 700	901	0,00
2- Résultat avant impôts	-455	689	0,00
3- Impôts sur les résultats	14	242	0,00
4- Bénéfices distribués			
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)			
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice			
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice		NEANT	

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

AU 31/12/2017

I. DATATION

. Date de clôture (1) 31/12/2017

. Date d'établissement des états de synthèse (2) 25/03/2018

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables . Défavorables

REMUNERATIONS ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES
DIRIGEANTS
Au 31/12/2017

EN KDHS

	ORGANE D'ADMINISTRATION, DE SURVEILLANCE ET DE DIRECTION
Montant des rémunérations allouées	
Crédits par décaissement	
Montant des engagements de garantie donnés	NEANT -
Engagements de retraite pour membres actuels	-
Engagements de retraite pour anciens membres	-

ETAT C6

EFFECTIFS

AU 31/12/2017

(en nombre)

EFFECTIFS	31/12/2017	31/12/2016
Effectifs rémunérés Effectifs utilisés Effectifs équivalent plein temps Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps) Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps) Cadres (équivalent plein temps) Employés (équivalent plein temps) dont effectifs employés à l'étranger		NEANT

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

AU 31/12/2017

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Titres dont l'établissement est dépositaire	NEANT			
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire				
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

RESEAU

AU 31/12/2017

(en nombre)

RESEAU	31/12/2017	31/12/2016
Guichets permanents Guichets périodiques Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque Succursales et agences à l'étranger Bureaux de représentation à l'étranger	NEANT	NEANT

ETAT C9

COMPTES DE LA CLIENTELE

AU 31/12/2017

(en nombre)

COMPTES DE LA CLIENTELE		
	31/12/2017	31/12/2016
Comptes courants	NEANT	
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques		
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme		
Bons de caisse		
Autres comptes de dépôts		

Caisse Centrale de Garantie

Rapport sur le contrôle interne
Exercice 2017

RAPPORT SUR LE CONTRÔLE INTERNE



مصرف الضمان المركزي
CAISSE CENTRALE DE GARANTIE

SYNTHÈSE DE LA REVUE DU SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE ET DE RÉVISION DE LA
COMPTABILITÉ

EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2017

Juin 2018

 MAZARS

Caisse Centrale de Garantie

Rapport sur le contrôle interne
Exercice 2017

BANK AL-MAGHRIB

Direction de la Supervision Bancaire (DSB)
115, Boulevard de Paris B.P. 72
Casablanca

Mesdames, Messieurs,

RAPPORT DETAILLE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR L'ÉVALUATION DU SYSTEME DE CONTRÔLE INTERNE ET DE REVISION DES COMPTES DE LA CAISSE CENTRALE DE GARANTIE POUR L'EXERCICE 2017

Dans le cadre de notre audit des états de synthèse de la Caisse Centrale de Garantie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 et en conformité avec les normes de la Profession applicables au Maroc et la circulaire n° 21/G/2006 de Bank Al Maghrib, nous avons effectué une étude et une évaluation du système de contrôle interne et des procédures administratives et comptables.

Notre objectif en tant que commissaire aux comptes est d'exprimer une opinion sur les états de synthèse au 31 décembre 2017 de la Caisse Centrale de Garantie. Celle-ci est exprimée dans le rapport général du commissaire aux comptes établi en Mai 2018.

Notre évaluation de la qualité du système de contrôle interne de la CAISSE CENTRALE DE GARANTIE eu égard aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 de Bank Al-Maghrib relative au contrôle interne des établissements de crédit, laquelle a abrogé la circulaire n°40/G/2007 de Bank Al-Maghrib relative au même objet, ayant été effectuée sur la base de sondages sélectifs, ne détectera pas nécessairement toutes les faiblesses du système qu'une étude plus approfondie et spécifiquement axée sur cet aspect pourrait révéler. Notre évaluation a néanmoins mis en évidence certaines situations qui, à notre avis, sont susceptibles d'être améliorées et pour lesquelles nous formulons les commentaires et recommandations contenus dans ce rapport.

Caisse Centrale de Garantie

Rapport sur le contrôle interne
Exercice 2017

Nos commentaires et recommandations sur la revue du système de contrôle interne et sur la révision de la comptabilité sont regroupés sous les rubriques suivantes :

1. Évaluation de l'organisation générale, des moyens du contrôle interne et du dispositif de conformité ;
2. Évaluation du dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques de crédit et comptable ;
3. Matrice d'états des lieux par rapport aux dispositions de la circulaire n°4/W/2014 de Bank Al-Maghrib relative au contrôle interne des établissements de crédit, laquelle a abrogé la circulaire n°40/G/2007.

Nous restons à votre entière disposition pour toute information complémentaire que vous souhaiteriez obtenir, et vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de nos sincères salutations.

Casablanca, le 15 juin 2018

Le commissaire aux comptes

Mazars Audit et Conseil


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20860 Casablanca
Tél : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00
Abdou Souleye Diop
Associé Gérant

SOMMAIRE

	N° PAGE
<u>LIMINAIRE</u> : FAITS MARQUANTS	5
<u>PARTIE 1</u> : REVUE DE L'ORGANISATION GENERALE ET DES MOYENS DE CONTRÔLE INTERNE	8
<u>PARTIE 2</u> : REVUE DU DISPOSITIF DE MESURES, DE MAITRISE ET DE SURVEILLANCE DES RISQUES	15
<u>PARTIE 3</u> : REVUE DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE DE LA COMPTABILITE	24
<u>PARTIE 4</u> : REVUE DU SYSTEME D'INFORMATION	28
<u>PARTIE 5</u> : REPORTINGS & AUTRES DISPOSITIONS	34

LIMINAIRE : FAITS MARQUANTS :

L'exercice 2017 a été marqué par :

▪ **Lancement des principales composantes du « Fonds INNOV INVEST »**

A fin Octobre 2017, la CCG sous la tutelle du ministre de l'économie et des finances a procédé à l'opérationnalisation du « Fonds Innov Invest» à l'issue du processus de sélection piloté par la CCG des principaux acteurs (gestionnaires des fonds, investisseurs institutionnels et structures d'accompagnement labellisées).

Il est à rappeler qu'afin de renforcer l'offre de financement ciblant les startups et les entreprises innovantes, le gouvernement marocain a retenu, dans le cadre de la stratégie de la Caisse Centrale de Garantie et avec l'appui de la Banque Mondiale, la mise en place du «Fonds Innov Invest». Avec ce nouvel instrument, la CCG enrichit son offre et permet ainsi à combler un vide dans la chaîne du financement des premiers stades de création des startups et des projets innovants, là où les difficultés d'accès aux sources de financement se posent avec plus d'acuité.

▪ **Adaptation de l'organigramme aux exigences du contrôle interne :**

L'exercice 2017, a connu une mise à jour de l'organisation de la CCG en fonction des exigences de la loi bancaire et ce, en matière de contrôle interne à travers trois niveaux : permanent, périodique et de conformité.

Il a été décidé au cours du même exercice le renforcement du dispositif de contrôle interne à travers aussi bien la constitution d'un Comité d'Audit et des Risques, que par la consolidation des structures organisationnelles en charge du contrôle interne.

Il a été procédé en 2017 à :

- L'examen par le Comité d'Audit et des Risques de sa nouvelle charte dont les attributions couvriront aussi bien le suivi des activités que celles correspondant à la gestion des risques ;
- L'opérationnalisation du service chargé du contrôle permanent, du risque opérationnel et de la conformité au niveau du département de la gestion des risques ;
- Le démarrage de l'activité du département de l'inspection générale chargée d'assurer le contrôle de l'ensemble des structures aussi bien centrales que régionales.

▪ Consolidation de la gestion et du pilotage des risques :

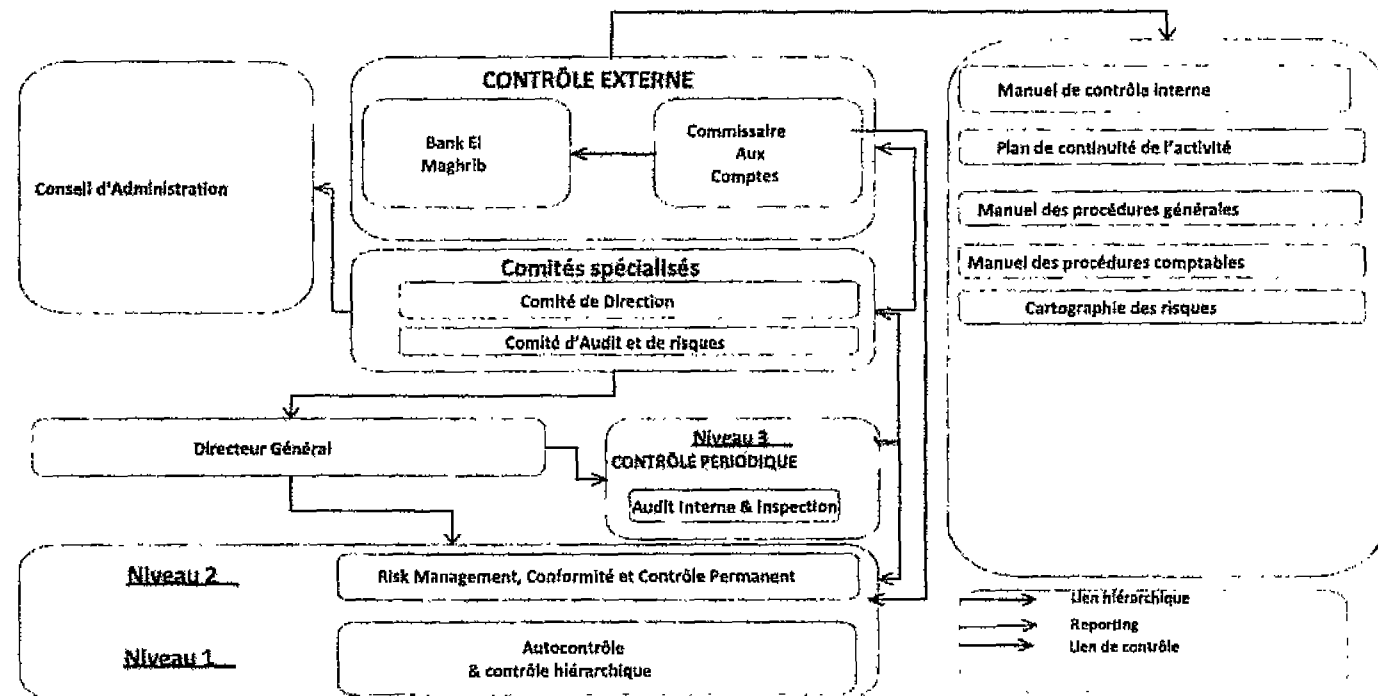
- Finalisation du projet d'assistance de la banque mondiale qui vient pour renforcer et améliorer davantage les dispositifs décisionnels, pilotage et de gouvernance de la Caisse Centrale de Garantie et ce, en capitalisant sur les réalisations et les résultats du projet Projet d'Appui au Renforcement du Système National de Garantie réalisé dans le cadre de l'assistance de la Banque Africaine de Développement, en matière de la gestion des risques et de refonte du système d'information. Ce projet d'assistance porte sur de nouvelles composantes de gestion des risques non couvertes par le système de management des risques en vigueur, tels que la conception et la mise en place d'outil de stress testing conformément à la réglementation en vigueur et un module de pricing ajusté au risque.
- Elaboration du rapport de stress testing du Fonds Damane Assakane et du Fonds de garantie des entreprises destinés à Bank Al Maghrib
- Elaboration d'une procédure régissant la fonction de la conformité ainsi que sur la conception d'une approche de gestion du risque de non-conformité adaptée aux exigences externes et en adéquation avec les orientations stratégiques de la CCG.
- Initiation des actions de conformité à l'égard de la loi de la protection des données personnelles : En réponses aux exigences réglementaires en matière de protection des données à caractère personnel, la CCG a mené deux actions dans ce sens au titre de la mise en place de la vidéo surveillance, ainsi que de l'externalisation de la messagerie. La fonction conformité a veillé au bon déroulement de la procédure en initiant l'action, en collectant les données exigées auprès des structures concernées par les demandes des autorisations et en suivant le déroulement des opérations.
- Lancement du chantier de l'actualisation de la cartographie des risques opérationnelle et ce pour prendre en considération les nouvelles activités notamment la finance participative et l'activité d'investissement (haut bilan) d'une part et d'autre part la nouvelle organisation mise en place en 2017.

Refonte du système d'information :

- L'année 2017 a connu la mise ne production du nouveau système métier intégré SIAF qui assure la cohérence de l'évolution et l'adaptabilité de l'ensemble du SI.

PARTIE 1 :
REVUE DE L'ORGANISATION GENERALE ET
DES MOYENS DU CONTROLE INTERNE

PARTIE 1 : Revue de l'organisation générale et des moyens de contrôle interne



Présentation synthétique du dispositif de contrôle interne

Le dispositif de contrôle interne se décompose comme suit :

- L'autocontrôle des intervenants opérationnels et l'encadrement hiérarchique.
- Le contrôle permanent recouvrant les activités de contrôle et de vérification, et la gestion des risques.
- Le contrôle périodique qui vise à examiner et à évaluer l'adéquation et l'efficacité des systèmes et des mécanismes de contrôle.

Ces trois niveaux de contrôle comprennent les niveaux suivants :

- **Contrôle de 1^{er} niveau (autocontrôle et contrôle hiérarchique)**: Il s'agit de contrôles permettant d'intégrer des mesures de sécurité dans le cadre du traitement des opérations. Il est structuré comme suit :
 - les autocontrôles : la responsabilité de ce contrôle incombe au personnel opérationnel à travers les modalités d'exécution des opérations quotidiennement effectuées pour s'assurer de la régularité, de la sécurité et de la fiabilité de ces opérations ;
 - les contrôles hiérarchiques : la responsabilité de ce contrôle incombe aux différents niveaux de responsabilités pour :
 - ✓ La détection des erreurs non décelées par les opérationnels (au niveau de l'autocontrôle)
 - ✓ L'appréciation de l'efficacité des mesures de sécurité intégrées au traitement des opérations.
- **Contrôle de 2^{ème} niveau (Département de gestion des risques)** : ce niveau de contrôle permet la supervision, la vérification ainsi que la mesure des risques d'engagement encourus. Il s'assure de la conformité et du respect des procédures mises en place dans le cadre du contrôle permanent.
- **Contrôle de 3^{ème} niveau (Audit interne et inspection, contrôle périodique)** : la mission de l'audit interne consiste à évaluer, de façon périodique, l'efficacité des processus de gestion des risques et de la gouvernance, des procédures et des politiques internes ainsi que le bon fonctionnement des différents niveaux de contrôle. dans le cadre de l'exercice de sa mission, le responsable de l'audit interne informe l'organe de direction des insuffisances relevées et formule des recommandations pour renforcer les dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques.
- **Contrôle externe** : ce contrôle est assuré par le commissaire aux comptes et les autorités de tutelle (BANK AL MAGHRIB).

Rattachement hiérarchique du responsable de contrôle interne :

Afin de garantir son indépendance à l'égard des différentes structures de la CCG, le responsable du Service de l'Audit et Contrôle Interne est placé sous la responsabilité fonctionnelle du Directeur Général et ne porte aucune responsabilité opérationnelle directe.

Par ailleurs, les manuels de contrôle dont dispose la Caisse Centrale de Garantie se présentent comme suit :

- **Charte d'audit interne et des risques** : Cette charte décrit les objectifs, les pouvoirs, les responsabilités et l'organisation de l'audit interne ainsi que les règles générales applicables au contrôle. Elle est complétée par les directives de Bank-Al-Maghrib ainsi que par les dispositions réglementaires et normes applicables en la matière.
- **Manuel des procédures générales** : ce manuel régit les procédures de gestion des activités de la Caisse Centrale de Garantie.
- **Manuel des procédures comptable** : ce manuel permet, entre autres, le contrôle de l'information comptable et financière. Il comprend les moyens et procédures mises en œuvre par la CCG afin de garantir l'exhaustivité, la régularité, la fiabilité et l'intelligibilité de cette information.
- **Manuel de contrôle interne** : ce manuel synthétise les principaux contrôles requis pour atteindre un niveau de contrôle satisfaisant pour chaque processus.

PARTIE 1 : Revue de l'organisation générale et des moyens de contrôle interne

Nos principaux constats suite à la revue de l'organisation générale et les moyens de contrôle interne se présentent comme suit :

- **Entité responsable du contrôle de gestion et pilotage de l'activité :**

A - Constat / Fondement	C - Recommandation
Absence d'une entité de contrôle de gestion et de pilotage de l'activité de la CCG et fonds gérés.	Nous recommandons à la CCG de mettre en place une fonction contrôle de gestion et pilotage dans afin d'améliorer de manière significative quantifiable et durable, l'organisation et l'efficacité du système de pilotage de l'entreprise.
B Risques	
<ul style="list-style-type: none"> - Méconnaissance des performances de l'entreprise en temps réel ; - Absence de tableaux de bord adaptés aux besoins de l'entreprise ; - Production pléthorique d'informations de gestion risquant de masquer les indicateurs essentiels ; - Evolution des flux de trésorerie pas suffisamment analysée, ni anticipée ; 	
<u>Commentaire du Management</u>	
Les principales composantes de la nouvelle structure ont été mises en place et ce, conformément aux règles de sélection des candidatures en vigueur établies par la Primature. Une structure d'organisation est déjà opérationnelle, celle du contrôle de gestion sera déployée dès validation de la feuille de route pour 2019.	

* Suivi manuel des commissions de gestion:

A - Constat / Fondement	C - Recommandation
Le suivi des commissions de gestion est effectué manuellement sur Excel.	Nous recommandons d'automatiser le suivi des commissions de gestion.
B Risques	
-Risque d'erreur ;	
<u>Commentaire du Management</u>	
L'automatisation des commissions de gestion a été prise en charge par le nouveau SI (SIAF).	

Absence de contrôle périodique sur l'octroi des dossiers inférieurs à 1 MMAD :

A - Constat / Fondement	C - Recommandation
Absence de contrôle périodique sur l'octroi des dossiers inférieurs à 1 MMAD.	Nous recommandons de procéder à des contrôles périodiques sur les dossiers inférieurs à 1 MMAD.
B Risques	
- Risque d'erreur	
Commentaire du Management	
Il y'a lieu de préciser que les missions de contrôle périodique sur l'octroi des dossiers « Entreprises » inférieurs à 1 MDH ne sont prévues que dans le cadre de la convention spécifique de délégation de la garantie Damane Express. Cette délégation n'ayant été mise en place avec une première banque qu'à partir du 3ème trimestre 2017, aucune mission n'a été effectuée durant cet exercice.	
Les missions sont programmées pour le quatrième trimestre 2018 pour les banques ayant accumulé au moins une année de production dans le cadre de la délégation de l'octroi de garantie	

PARTIE 2 :
REVUE DU DISPOSITIF DE MESURE, DE
MAITRISE ET DE SURVEILLANCE DES
RISQUES

PARTIE 2 : Revue du dispositif de mesures, de maîtrise et de surveillance des risques

Instances de la gouvernance de la maîtrise des risques

La gouvernance ainsi que la maîtrise des risques encourus par la CCG sont assurées par les instances suivantes :

- **Le Conseil d'Administration** : cette instance approuve la Politique Globale de Gestion des Risques ainsi que les orientations stratégiques de gestion de chaque risque pris individuellement. Le Conseil d'Administration a mis en place un comité d'audit chargé de l'assister en matière d'évaluation du système de contrôle interne et de prévention des risques.
- **Le Comité d'Audit et des Risques** : les attributions de cette instance couvriront aussi bien le suivi des activités d'audit que celles correspondant à la gestion des risques.
- **Le Comité de Direction** : cette instance assure le suivi régulier de l'activité de la CCG, des décisions arrêtées par le Conseil d'Administration ainsi que la levée de toutes contraintes rencontrées par les entités opérationnelles.
- **L'Audit Interne et l'inspection** : l'audit interne est chargé de l'activité d'audit portant sur la vérification de la conformité des opérations aux dispositions légales et réglementaires ainsi qu'aux procédures et instructions internes.

Par ailleurs, la CCG a mis en place d'autres comités intervenant dans la maîtrise et la gestion des risques. Ces comités se présentent comme suit :

- ✓ **Comité interne de garantie** : ce comité a pour principale mission de statuer sur les demandes de garantie formulées par les banques, il statue aussi sur les modifications de garantie nécessitant l'accord préalable de la CCG. Ce comité est composé des membres suivants :
 - Le chef du département Suivi Particuliers & Professionnels ou son représentant ;
 - Le chef du Service Octroi Particuliers & Professionnels ou son représentant ;
 - Le chef du Service Professionnels ou son représentant.
- ✓ **Comité interne de financement** : ce comité a pour principale mission de statuer sur les demandes de cofinancement ainsi que sur l'éligibilité des demandes de déblocage au titre des fonds de cofinancement.

- ✓ **Comité d'examen des demandes de mise en jeu de la garantie entreprise** : Ce comité a pour principale mission d'examiner les demandes formulées par les établissements de crédit pour la mise en jeu de la garantie **entreprise** octroyée. Ce comité est composé des membres des différents Départements de la CCG.
- ✓ **Comité d'examen des demandes de mise en jeu des garanties aux particuliers** : Ce comité a pour principale mission d'examiner les demandes formulées par les établissements de crédit pour la mise en jeu des **garanties aux particuliers**. Ce comité est composé des membres des différents Départements de la CCG.
- ✓ **Comité d'évaluation des provisions** : Ce comité a pour principale mission d'examiner les provisions à constater au niveau des comptes.

Risque de crédit (Risque de contrepartie) :

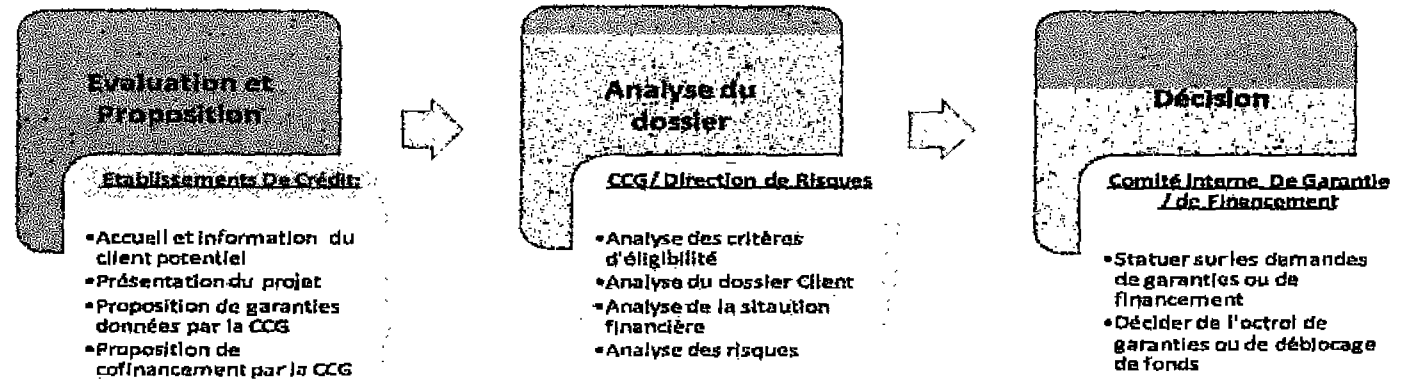
Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie garantie ou financée ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque qui peut mettre en jeu la garantie de la Caisse Centrale de Garantie.

Ainsi pour faire face à ce risque, la CCG adopte certaines mesures qui consistent à :

- ✓ Apprécier le risque de chaque contrepartie en cofinancement et garantie à l'aide du système de cotations. En effet, afin de disposer d'une meilleure connaissance de ses risques au moment de la décision initiale comme au cours de la vie de l'engagement, la Caisse Centrale de Garantie effectue une cotation des opérations de garantie ou de financement.
- ✓ Définir un plafond global de cofinancement ainsi que de garantie dans le but de limiter le risque de crédit sur une même contrepartie
- ✓ Fixer un seuil maximal de risque d'engagement pour les fonds gérés ou des coefficients multiplicateurs conventionnels pour les fonds (PME et DAS).
- ✓ Fixer les modalités de déclassement des engagements en souffrances et de constitution des provisions en application des dispositions de la circulaire BAM n°19/G/202.

Par ailleurs, les opérations garanties par la Caisse Centrale de Garantie sont régulièrement évaluées et font l'objet d'une appréciation annuelle de leur cotation pour en suivre l'évolution.

La procédure d'octroi des garanties ou de cofinancement de la Caisse Centrale de Garantie se présente sommairement comme suit :



Toutefois, la CCG peut être autorisée à déléguer aux établissements de crédit la décision d'octroi de la garantie du Fonds sur la base des conditions validées par le Ministère Chargé des Finances.

Par ailleurs, en cas de mise en jeu de garantie (défaut de contrepartie), la CCG dispose d'un service de recouvrement ayant pour principale mission de procéder au recouvrement de ses créances.

Risque de l'activité de placement :

Dans le cadre des conventions signées entre l'Etat et la Caisse Centrale de Garantie, cette dernière est amenée à placer temporairement sa liquidité notamment les disponibilités des Fonds gérés en valeur du Trésor ou sous forme de dépôts à terme bancaires, d'OPCVM obligataires, d'OPCVM monétaire ainsi que sur le marché interbancaire et cela dans une limite déterminée dans les dites conventions.

Ainsi, toutes ces transactions impliquent, à des degrés variables, le risque que la contrepartie dans les transactions, peut ne peut pas être en mesure d'honorer ses engagements vis-à-vis de la CCG.

Pour gérer son exposition et minimiser ce risque, la CCG entreprend des dispositifs consistant à :

- ✓ Détenir un portefeuille de titres composé essentiellement de Bons de Trésor ;
- ✓ Réaliser des placements de trésorerie à court terme sous forme de dépôt à terme ou de dépôt bancaire.
- ✓ Etablir des critères rigoureux d'éligibilité des contreparties ;
- ✓ Adhérer à un cadre limitant l'exposition au risque basé sur le rating et la taille des contreparties.

Risque d'adéquation des Dotations :

Ce risque est lié à l'incapacité des Fonds gérés par la Caisse Centrale de Garantie de faire face à la perte potentielle encourue en cas d'inadéquation des dotations avec les mises en jeu des engagements de garanties octroyés.

Ainsi, des mesures ont été prises par la CCG dans le but de faire face à ce risque et se présentent comme suit :

- ✓ Suivi et analyse semestrielle de l'adéquation des fonds de garantie en se basant sur les demandes de mise en jeu observées, la prévision des sinistres futurs ... ;
- ✓ Réalisation d'études détaillées des Fonds de garanties dans le but d'estimer la perte maximale que les fonds pourraient supporter.

Par ailleurs, dans le but de poursuivre les efforts déployés dans le renforcement des outils de gestion des risques, la CCG a mis en place un dispositif de pilotage de l'activité de placement. Ce dispositif englobe :

- **Le Risque d'ALM** : qui est défini comme étant le risque pour l'établissement de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements à leurs échéances notamment lors de la mise en jeu des garanties.
- **Risque des taux fixes** : correspond à l'évolution défavorable de la valeur du marché des portefeuilles d'investissement à taux d'intérêt fixe.
- **Risque de Spread** : risque de contrepartie.
- **Risque de taux variables** : correspond à l'évolution défavorable de la valeur du marché des portefeuilles d'investissement à taux d'intérêt variable.

Risque Opérationnel :

Il correspond au risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes ou à des événements extérieurs. Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation. Les sources majeures des risques opérationnels peuvent être liées aux :

- ✓ Fraudes internes et externes.
- ✓ Pratiques inappropriées en matière d'emploi et de sécurité sur les lieux de travail.
- ✓ Pratiques inappropriées concernant les clients, les produits et l'activité commerciale.
- ✓ Dommages causés aux biens physiques.
- ✓ Interruptions d'activités et pannes de systèmes et aux exécutions des opérations.
- ✓ Livraisons et processus.

Par ailleurs, la maîtrise des risques se fait principalement par le biais de la base d'incidents qui est alimentée par les non-conformités décelées au niveau opérationnel.

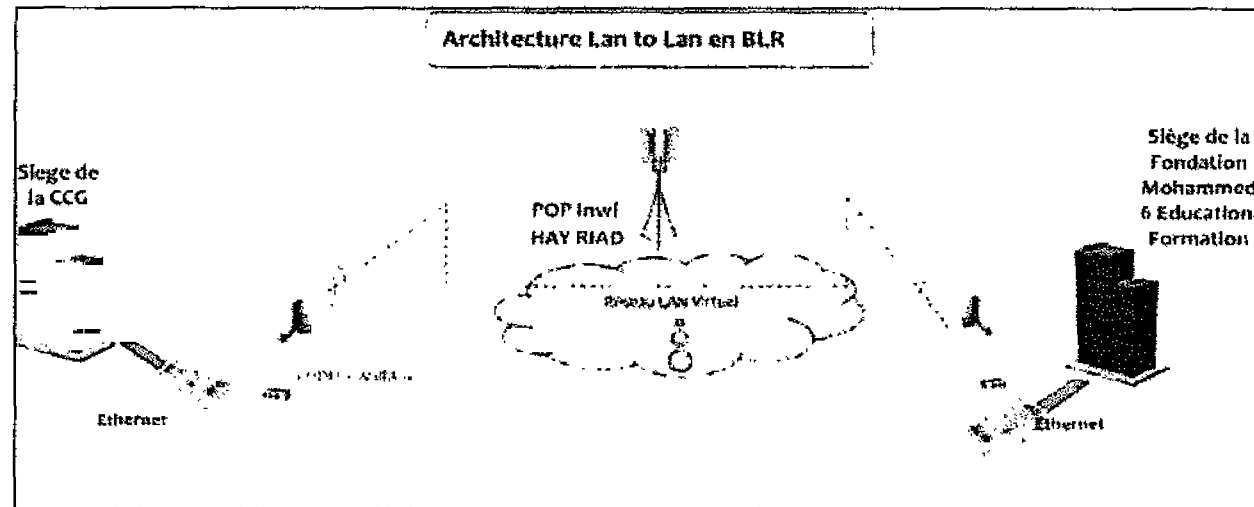
Le dispositif de gestion des risques opérationnels permet d'assurer :

- ✓ L'identification, l'évaluation et la surveillance des risques opérationnels par le contrôle interne;
- ✓ La mise en œuvre des actions correctives et préventives pour les futures anomalies ;
- ✓ Le suivi des plans d'actions arrêtés pour les risques majeurs identifiés ;
- ✓ La collecte des incidents liés aux risques opérationnels et l'alimentation de la base d'incidents existante.

- Cartographie des risques : La Caisse Centrale de Garantie a entamé la mise à jour de la cartographie des risques opérationnels dans le cadre du projet « Amélioration et Extension du système de la gestion globale des risques ». La cartographie établie dans le cadre du projet a identifié 80 risques opérationnels repérés au niveau des processus principaux de l'activité CCG.

Ces 80 risques opérationnels sont ventilés par 6 natures de risques qui sont définis selon les bonnes pratiques du secteur financier (Bale II et III) et les particularités de la CCG.

Plan de continuité d'activité et système d'information : La CCG dispose d'un PSI (Plan de secours informatique) permettant d'assurer le fonctionnement continu de son activité en cas de risques majeurs



Architecture technique reliant le siège de la CCG à son site distant. Source : Rapport CCG sur le contrôle interne.

PARTIE 2 : Revue du dispositif de mesures, de maîtrise et de surveillance des risques

Nos principaux constats suite à la revue du dispositif de mesures, de maîtrise et de surveillance des risques se présentent comme suit:

- Procédures de simulation de crise pour évaluer les risques

A - Constat / Fondement	C – Recommandation
<p>La CCG n'effectue pas des simulations de crise pour tous les fonds gérés dans l'objectif d'évaluer la vulnérabilité de son portefeuille d'engagements de garantie et de cofinancements.</p> <p>A ce stade, l'exercice ne concerne que le Fonds Damane Assakane et le Fonds de Garantie PME.</p>	<p>Nous recommandons à la CCG de se conformer aux dispositions de la circulaire 4/W/2014.</p>
B – Risque	
<p>Non respect des dispositions de la circulaire 4/W/2014.</p>	
<u>Commentaire du Management</u>	
<p>L'exercice de stress test ne trouve son essence et son utilité pour la CCG que pour les Fonds de garantie présentant un effet de levier important par rapport à leurs propres ressources. Quant aux Fonds de cofinancement, ils ne présentent pas un risque d'insolvabilité puisque l'engagement de ces Fonds est limité aux ressources disponibles. Ainsi, l'exercice de stress test réalisé en 2017 a exclu les fonds de cofinancement (absence de risques d'insolvabilité) de son périmètre et a pris en considération uniquement les fonds de garantie présentant un risque d'insolvabilité important à savoir le Fonds Damane Assakane et le Fonds de garantie PME. Il est à préciser également que le Fogalef a été exclu du périmètre puisque la sinistralité est quasiment nulle vu sa cible (fonctionnaires/enseignants).</p>	

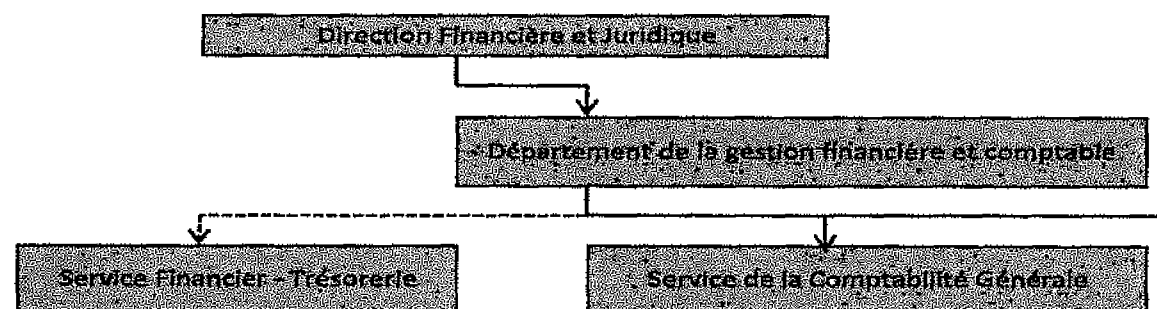
▪ Responsabilités du Contrôle de conformité

A - Constat / Fondement	C - Recommandation
Les responsabilités et missions de la structure conformité ne sont pas formalisées.	Nous recommandons de formaliser une procédure organisationnelle de la cellule conformité en tenant compte des fonctions et responsabilités inhérentes à chaque collaborateur et de procéder à une définition et attribution claire et précise des tâches.
B Risques	
Risque d'apparition de conflits et de chevauchement des tâches lié à l'absence d'un référentiel détaillé des périmètres d'action	
Commentaire du Management courant l'exercice 2017 :	
La procédure relative au dispositif de la gestion du risque de non-conformité est élaborée.	

PARTIE 3 :
**REVUE DU DISPOSITIF DE CONTRÔLE DE LA
COMPTABILITE**

PARTIE 3 : Revue du dispositif de contrôle de la comptabilité

La fonction comptable est rattachée au Département Finance Comptabilité et se présente comme suit :



Le dispositif de contrôle interne comptable et financier s'inscrit dans le dispositif global de contrôle interne de la CCG mais s'adapte à la spécificité des objectifs recherchés par l'information comptable et financière.

Ainsi, l'environnement de contrôle de l'information comptable et financière se caractérise par différents niveaux de contrôle et d'autorisation, un système d'information comptable et financier intégré et une organisation adaptée.

Différents niveaux de contrôle et d'autorisation

Le système comptable se caractérise par 3 niveaux de contrôles :

- 1^{er} niveau : Autocontrôle effectué par les opérationnels de la comptabilité ;
- 2^{ème} niveau : Contrôles systématiques effectués par les responsables comptables de la régularité des opérations passées par les opérationnels ;
- 3^{ème} niveau : Contrôles périodiques effectués par l'Audit Interne pour s'assurer du respect des règles et normes internes.

Caisse Centrale de Garantie

Rapport sur le contrôle interne
Exercice 2017

En outre, un contrôle externe est assuré par le Commissaire aux Comptes.

La piste d'audit mise en place permet de reconstituer dans un ordre chronologique les opérations, de justifier toute information par une pièce d'origine et d'expliquer l'évolution des soldes d'un arrêté à l'autre par la conservation des mouvements ayant affecté les postes comptables.

Les documents comptables sont archivés pendant la durée légale de 10 ans.

▪ Suivi du règlement des échéances dans le cadre du fonds TAMWIL

A - Constat / Fondement	C - Recommandation
<p>Le suivi du règlement des échéances dans le cadre des concours de co-financement du Fonds TAMWIL est effectué manuellement par le service comptabilité et ce, uniquement sur la base des relevés bancaires du fonds concernés.</p> <p>Nous signalons également l'absence de contrôles sur la base des données extracomptables communiquées par les métiers.</p>	<p>Nous recommandons de mettre en place les contrôles comptables nécessaires afin de vérifier la cohérence des données comptables avec les données métiers.</p>
B Risques	
<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'erreur - Risque d'omission 	
<u>Commentaire du Management courant l'exercice 2017 :</u>	
<p>L'automatisation du suivi des règlements des échéances des crédits octroyés dans le cadre du co-financement a été prise en charge par le nouveau SI (SIAF) déployé fin 2018.</p>	

PARTIE 4 :
REVUE DU SYSTEME D'INFORMATION

PARTIE 4 : Revue du système d'information

Les principales caractéristiques du nouveau système intégré SIAF mis en place par la CCG permettent le renforcement du dispositif de contrôle interne, en effet :

- SIAF est centralisé avec un partage d'information entre les différents produits actuels de la CCG, tout nouveau produit de la caisse pourra être intégré rapidement et simplement à travers l'utilisation d'une interface de paramétrage des produits ;
- Les processus octroi et suivi communiquent avec les applications de gestion du risque et restituent en retour les informations nécessaires pour la suite du traitement ;
- Les processus métier de la CCG sont gérés par un moteur de workflow qui permet de décrire le circuit de validation des dossiers / demandes et les tâches à accomplir par les différents acteurs d'un processus.

PARTIE 4 : Revue du système d'information

Nos principaux constats suite à la revue du système d'information se présentent comme suit:

▪ **Traitement manuel des réponses aux circularisations reçues des banques**

A - Constat / Fondement	C – Recommandation
<p>La CCG procède à l'envoi de demandes de confirmation aux banques partenaires pour établir et mettre à jour la situation des crédits garantis consentis par les établissements de crédit notamment le montant débloqué, les échéances réglées, le nombre d'impayés ainsi que l'encours.</p> <p>Nos travaux de revue du processus de réponses des Banques ressort les constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion manuelle des demandes de confirmation et des relances ; - Gestion manuelle du traitement des réponses aux demandes de confirmation et saisi au niveau du SI ; - La procédure actuelle régissant le processus de confirmation directe prévoit une fréquence trimestrielle tandis qu'en pratique, elle est semestrielle. 	<p>Nous recommandons à la CCG:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'étudier la possibilité d'implémenter des outils de synchronisation pour disposer d'informations précises sur le provisionnement des engagements garantis ainsi que les données nécessaires au suivi des portefeuilles. Il s'agit de la mise en place d'un système de provisionnement adossé à celui des banques de la place et ce, afin de disposer d'une information régulière et à temps sur la situation des concours couverts ; - d'actualiser la procédure de gestion du processus confirmations des banques conformément à la pratique.
<p>B – Risque</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non exhaustivités des engagements hors bilan. - Non provisionnement de créances déclassées en souffrances dans les livres des banques partenaires. 	

Commentaire du Management

Un projet pilote est entrepris avec trois institutions financières pour la mise en place du système d'échange dématérialisé pour le suivi de l'intégralité du portefeuille Entreprises.

▪ Etat de reporting et tableaux de bords :

A - Constat / Fondement	C – Recommandation
Les travaux de confirmations et de mise à jour des engagements de garantie effectués semestriellement par la CCG auprès de différentes banques de la place, n'est pas documenté par des tableaux de bords et états de reporting permettant d'analyser et le pilotage des réponses des banques partenaires.	Nous recommandons à la Caisse d'établir des états de reportings et tableaux de bord permettant d'analyser les données reçues de la part des banques tout en faisant ressortir les anomalies constatées et proposer des mesures correctives ;
B – Risque	
<ul style="list-style-type: none"> - Non exhaustivités des engagements hors bilan ; - Non pertinence des réponses des banques ; - Incohérence des réponses ; 	
<u>Commentaire du Management</u>	
L'automatisation des états de reporting est prévue dans la cadre du projet pilote de la mise en place du système d'échange dématérialisé pour le suivi de l'intégralité du portefeuille Entreprises.	

▪ Traitement manuel des décisions des comités de garantie et de financement :

<i>A - Constat / Fondement</i>	<i>C - Recommandation</i>
Les décisions des comités de garantie et de financement sont saisies manuellement au niveau du système d'information et notifiées par lettre aux banques.	Nous recommandons à la CCG d'effectuer des contrôles permanents dans le but de s'assurer que la saisie des références des actes d'aval a été correctement faite et que les dossiers agréés ont été rapidement communiqués aux départements concernés.
<i>B - Risque</i>	
<ul style="list-style-type: none"> - Risque d'erreur, - Risque de perte de documents, - Risque de retard de transmission. 	
<u>Commentaire du Management</u>	
Le service « Risques opérationnels, contrôle permanent et Conformité » effectuera des contrôles par échantillonnage pour s'assurer du sort de toutes les demandes reçues et de la génération des références des actes et leur transmission aux banques concernées.	

PARTIE 5 :
REPORTING ET AUTRES DISPOSITIONS

PARTIE 5 : Reportings et autres dispositions

1- REPORTING :

L'Audit Interne a établi un rapport sur les activités de contrôle interne intégrant également les aspects liés à la gestion globale des risques, la conformité, et le plan de continuité d'activité.

Ce rapport a été communiqué à Bank Al Maghrib conformément à la réglementation en vigueur.

2- AUTRES DISPOSITIONS:

La Caisse Centrale de Garantie dispose d'une procédure de gestion des réclamations banques et celle relatives à toutes les prestations de garantie et de cofinancement.

PARTIE 5 : Reportings et autres dispositions

Nos principaux constats suite à la revue des reportings se présentent comme suit :

- **Absence de rapport sur le PCA :**

A - Constat / Fondement	C – Recommandation
<p>Le processus de mise en place du Plan de Continuité de l'Activité (PCA) est en cours. En effet, la CCG a adoptée une démarche progressive de mise en place. C'est ainsi que la CCG a mis en place en 2012, une solution de secours croisée avec la Fondation Mohammed VI. En 2013, un chantier de transfert des données critiques a été réalisé pour que le site distant abrite toutes les données critiques.</p> <p>Ainsi, la CCG n'établit pas à ce stade le rapport sur le Plan de Continuité de l'Activité (PCA).</p>	<p>Nous recommandons à la CCG d'établir un rapport sur le PCA établi au moins une fois par an et présenté par le responsable du PCA à l'organe de direction.</p> <p>Une copie de ce rapport doit être adressée à BAM au plus tard le 31 mars suivant la fin de l'exercice.</p>
B – Risque	
<p>Risque de non-conformité aux dispositions de la circulaire 4/W/2014.</p>	
<p><u>Commentaire du Management</u></p> <p>Comme planifié, le prestataire devant prendre en charge l'infogérance a été sélectionné et tous les travaux préparatifs d'installation d'infrastructure et de collecte des données sont achevés. Le démarrage du PSI est prévu courant 4ème trimestre de 2018.</p>	